

La Dimension sociale en Europe



Fédération des Associations Générales Etudiantes
| 5 rue Frédéric Lemaître, 75020 Paris
| 01.40.33.70.70 - www.fage.asso.fr

FAGE
Le Réseau des Assos Etudiantes

La dimension sociale a été introduite dans le processus de Bologne au sommet ministériel de Prague en 2001. Actuellement elle est considérée comme une priorité transversale ayant un impact sur les dix priorités du processus de Bologne (dit « LMD » en France).

Cette notion permet de prendre en compte la dimension socio-économique dans l'Enseignement supérieur. En effet, l'enseignement supérieur et les réformes comme le LMD devraient aider à créer plus de cohésion sociale. Cela signifie que **la population étudiante devrait refléter la diversité des sociétés européennes et que tous les étudiants devraient avoir la possibilité d'étudier dans l'enseignement supérieur quelques soient leurs origines**. Dans ce domaine, il manque encore de trop nombreuses données pour pouvoir avoir une idée précise de l'état des lieux de la dimension sociale en Europe, mais certaines initiatives permettent d'améliorer cela.

1. Bilan en 2007 : peu d'améliorations en Europe

Selon les données rassemblées par European Students' Union (ESU)* la dimension sociale est toujours traitée de manière marginale au niveau national, alors qu'au niveau européen, des efforts sont faits dans ce sens. Néanmoins, l'Enseignement supérieur étant une compétence nationale, il est primordial que ce problème soit traité au niveau national.

Les améliorations sur la situation financière des étudiants sont relativement rares. La plupart des changements positifs se sont concentrés dans le développement de prêts étudiants, plutôt que sur l'amélioration des bourses. En parallèle, les dépenses liées à la vie et aux études ont augmenté.

Seuls huit pays (République Tchèque, Finlande, Islande, Irlande, Moldavie, Pologne, Portugal et Serbie) ont amélioré la situation des étudiants par des mesures comme améliorer la situation financière des étudiants ou la mise en place d'une législation contre les discriminations dans l'enseignement supérieur. Dans la majorité des pays (26), il n'y a eu aucun changement dans la dimension sociale ou ces changements n'ont pas été dans la bonne direction. Dans trois pays (Allemagne, Hongrie et Royaume-Uni) les conditions sociales des étudiants se sont dégradées par des mesures comme l'introduction ou l'augmentation des frais d'inscription.

2. le problème des frais d'inscription dans l'Enseignement supérieur (tuition fees)

Au Royaume-Uni le gouvernement a introduit un « plafond » du montant des frais d'inscription. Il n'y a plus de régulation de l'Etat sur les frais d'inscription, il se contente de définir un seuil maximum. Depuis la rentrée 2006, les établissements d'enseignement supérieur peuvent maintenant décider eux-mêmes du montant des frais d'inscription à imputer aux étudiants, le maximum étant limité à 3.000 pounds par année d'universitaire (environ 4 500€). Auparavant, les frais d'inscription variaient de 0 à 1250 pounds par année universitaire (soit 0 à 2000€), en fonction du revenu du ménage. Actuellement, la majorité des établissements ont fixé les frais d'inscription maxima. L'Ecosse, bien que n'ayant pas de frais d'inscription pour les programmes de licence, les a aussi introduits pour les étudiants britanniques non-Écossais en raison de la nouvelle politique de plafonnement des frais d'inscription.

Dans un certain nombre de pays, la situation financière s'est dégradée avec la mise en place ou l'augmentation des frais d'inscription sans augmentation des prêts et des bourses. En Allemagne, la législation autorise maintenant les régions (Länder) à introduire des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur : sept Länder l'ont déjà fait. La Hongrie vient d'introduire des frais d'inscription. Dans certains pays scandinaves, les étudiants internationaux hors programme d'échanges devront bientôt payer des frais d'inscription alors qu'auparavant l'ensemble des étudiants n'était pas soumis aux frais d'inscription.

3. Accès à l'Enseignement Supérieur

Les initiatives concernant l'élargissement de l'accès à l'Enseignement Supérieur sont très limitées. Bien qu'il y ait des campagnes ou des projets pour favoriser l'accès des groupes sous-représentés, seuls quelques pays ont mis en place des incitations législatives ou financières pour améliorer la composition du corps étudiant. En Belgique

(la communauté Flamande) il y a une proposition du gouvernement pour fournir aux établissements d'enseignement supérieur des financements affectés pour des groupes spécifiques, tels que des étudiants de famille à faibles revenus ou des étudiants handicapés. En Irlande, tous les établissements d'enseignement supérieur recevant de l'argent public emploient des personnes pour s'occuper des étudiants en situation de handicap. En Serbie, la loi sur l'enseignement supérieur adoptée en 2005 interdit toute discrimination basée sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, ethnique, nationale ou de milieu social, de langue, de religion, de politique ou de tout autre point de vue.

En France, on peut souligner le projet de la FAGE « Dessine-moi un campus » qui entre tout à fait dans cette optique. En Espagne, CREUP, l'organisation étudiante espagnole, a proposé une charte de l'étudiant au gouvernement. Ce sont quelques exemples de l'engagement étudiant sur la dimension sociale qui montrent comment les organisations étudiantes peuvent agir dans ce domaine.

4. Situation financière des étudiants : l'importance des bourses

La situation financière des étudiants a une grande influence sur la capacité de l'étudiant à étudier. Le système de bourses et de prêts étudiants permet des possibilités pour ceux qui viennent de familles avec des revenus modestes.

Peu de pays ont amélioré la situation financière des étudiants. En Finlande le nombre de subventions pour les logements étudiants a été augmenté. En Tchéquie, le gouvernement a introduit une bourse sociale aux étudiants qui viennent des groupes de famille au plus bas revenu. En Lettonie, quelques établissements d'enseignement supérieur ont mis en place une aide pour les étudiants venant de milieux défavorisés. L'argent de ces aides provient du secteur privé. Au Portugal, le système de bourses a été élargi aux étudiants en master.

Quelques pays rencontrent des problèmes significatifs dans leur système de financement du système d'aides pour les étudiants. En Italie, chaque année, environ 30% des étudiants ayant droit à une bourse du gouvernement ne l'obtiennent pas en raison de problèmes de budget de l'état. En Belgique (la communauté flamande) même les étudiants au-dessous du seuil de pauvreté n'obtiennent pas la totalité de leurs bourses, car les seuils de revenus pour en bénéficier n'ont pas été revus depuis des années. Dans un certain nombre de pays, les bourses et les prêts étudiants ne couvrent pas toutes les dépenses. Par exemple, les prêts disponibles en Lettonie prévus pour couvrir les frais d'inscription sont moins élevés que les frais d'inscription.

L'objectif principal du processus de Bologne est de créer un Espace Européen de l'Enseignement d'ici à 2010. Cet objectif ne pourra être atteint que si de véritables avancées sont réalisées au niveau de la dimension sociale.

* source : *Bologna with student eyes*, European Students' Union (ESU, nouveau nom de l'ESIB, the National Unions of Students in Europe), mai 2007.